

## CORRIGÉ

Par Alain Nonjon, professeur de chaire supérieure.

### Sujet rassurant

- Son cadre est bien fixé avec la liberté donnée par l'absence de chronologie qui invite à saisir l'épaisseur de l'Histoire de relations particulières dès la fin du XIX<sup>e</sup> et l'appel californien.
- Son actualité est une évidence chaque jour renforcée car dès que la Chine prétend affirmer son hégémonie, elle rencontre frontalement les États-Unis de Donald Trump dont le « *greater america* » correspond de fait à restaurer pour les États-Unis les capacités à être premiers au grand dam des Chinois.

### Sujet délicat

- Car les caricatures abondent : la Chine maîtresse du monde sans point d'interrogation afin de susciter voire d'amplifier des peurs et le déclin américain est une antienne psalmodiée depuis les années 60... Une idée congelée ressortie quand on n'a rien à dire.
- Car les concepts sont précis et nécessitent un rare sens de la nuance « influence et rivalités ».
- Car les raccourcis sont hasardeux : le G2 ou le condominium États-Unis.
- Chine sont vite (trop) installés par les observateurs par souci de créer artificiellement une chinamérique... chimérique.
- Car les rivalités sont constantes, alimentées par Donald Trump dans sa diplomatie imprévisible sans boussole (nous intégrerons d'ailleurs dans ce corrigé des événements postérieurs au concours, l'été 2018 ayant été très meurtrier, pour donner un espace de réflexion supplémentaire aux candidats).
- Car les interprétations sont faussées par des *a priori* : les États-Unis grande puissance inexorable du XXI<sup>e</sup> siècle comme il y a déjà eu un XX<sup>e</sup> américain ; et la Chine conjuguant un nationalisme exacerbé et une volonté de puissance démesurée dont l'exercice serait continu et triomphant.

### Un rappel s'impose

« *Rivalités* » : terme qui évoque explicitement la compétition, la concurrence, les conflits. L'étymologie confirme cette idée de conflictualité puisqu'il s'agit de résoudre les différends fusse par la force entre deux pays qui accèdent chacun à l'eau sur un même rivage.

« *Influence* » définit de plus en plus l'action multiforme de quelqu'un sur quelque chose ou quelqu'un d'autre. S'ajoute parfois une connotation un peu mystérieuse : influencer c'est tirer les ficelles, manipuler parfois quand ce n'est pas instrumentaliser. Mais souvent influencer c'est faire adopter un point de vue, orienter un choix un mode de vie. On rappellera le raccourci subtil de M. Foucher dans son *Atlas de l'influence française* : « L'influence, elle, a quelque chose de plus que la présence. Être influent, c'est venir avec une valise pleine d'idées et laisser la valise sur place ! »

Cela renvoie à la capacité à s'organiser, à être persuasif pour convaincre... sans vaincre par la force nécessairement. La complexité du mot influence pour les candidats était de décrire les multiples facettes des capacités d'un pays à séduire à une époque où l'*american way of life* et très contesté et le rêve chinois appartient plus aux assemblées du PCC qu'au quotidien des Chinois.

**Problématique :** les rivalités de pouvoir Chine/États-Unis dépassant des rivalités de système désormais ne sont-elles pas que le produit de performances statistiques concurrentes, d'ambitions territoriales conflictuelles ou au travers des évolutions perçoit-on une course au leadership international et à l'élaboration d'un nouvel ordre économique international ? La Chine a-t-elle réellement l'ambition et les moyens d'organiser le monde alors que les États-Unis ne semblent pas avoir renoncé malgré leur repli à être la « nation responsable » de son ordonnancement ?

## Proposition de plan

### I. États-Unis/Chine : une confrontation inexorable aux origines multiples

#### A. Des héritages conflictuels

– Le communisme chinois s'est défini face aux États-Unis : dès la guerre civile où les États-Unis ont soutenu le Guomindang, dans l'isolement de la Chine face à la reconnaissance effective de Taïwan jusqu'en 1971 et Mao n'a jamais manqué une occasion de stigmatiser le « tigre en papier de l'impérialisme américain » et de désigner les apports occidentaux comme contre révolutionnaires pendant la révolution culturelle.

– Ce n'est pas l'entrée de la Chine à l'ONU en 1971 qui fera oublier le face-à-face car à chaque occasion (bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade le 8 mai 1999 ou coopération américano taïwanaise ou intervention en Irak 2003) le régime de Pékin sait trouver des mots forts pour stigmatiser l'ennemi héréditaire (« néo impérialisme, unilatéralisme belliqueux »). Le Japon est toujours là pour rappeler les différends sino américains en Mer de Chine, dans les partenariats avec des pays de l'Asie Pacifique, dans l'approche de la nucléarisation de la région.

– En arrière-plan, il y a pour la Chine la volonté de reprendre la main après avoir dominé pendant deux millénaires et avoir raté le tournant de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle et subi un siècle d'humiliation. C'est dans cette perspective que la Chine rejoint le concert international, s'active au conseil de sécurité (8 % du budget de l'ONU) et surtout met l'accent sur les nouvelles technologies susceptibles de forger les tendances de demain (intelligence artificielle, big data, blockchain). La Chine a l'obsession dans de nombreux domaines de passer du stade de copieur au statut d'innovateur et de leader... Pour autant lorsqu'elle rêve de grande renaissance c'est avant tout dans la quête interne d'une société harmonieuse, d'un environnement international équilibré et avec comme priorité du moins affichée de faire de la coopération la base même de la sécurité... Pas sûr que les Américains l'entendent de cette oreille, et que la place centrale souhaitée par la Chine en Asie Pacifique ne soit pas au regard du passé ressentie comme une provocation. Le contexte de « fin du rêve américain » ne peut que radicaliser les tensions.

– Enfin de tout temps, accommodements n'a jamais voulu dire fin des affrontements. G. W. Bush en 2000 validait lui-même l'expression de « concurrence stratégique » en des termes d'actualité puisque la Chine prétend de plus en plus faire jeu égal avec la « superpuissance américaine » ne serait-ce que dans ses performances commerciales et économiques. Pour C. Deblock,

« Pékin veut apparaître non seulement comme un acteur incontournable mais aussi comme un hégémon silencieux ». Il en a les moyens.

### B. Des performances économiques sources d'affrontements potentiels et ouverts

– Pour ceux qui lisent tout dans les statistiques : les performances de la Chine relèvent des superlatifs. Depuis 2014 en termes de parité de pouvoir d'achat la Chine devance les États-Unis et les Américains ont du mal à accepter ce déclassement. Le MAGA « *make great America again* » est un constat amer de Donald Trump face à une Chine qui pour lui, ne joue pas le jeu. (Déjà la violence des taxes commerciales pour désormais près de 150 mds de \$ d'échanges et 200 mds de \$ de déficit de moins). Le rattrapage chinois a été d'une extrême rapidité (un quart de siècle) d'un spectre très large au niveau sectoriel (des tonnes d'acier aux nanogrammes des NTIC). La Chine peut ferrailer avec les États-Unis dans ses chasses gardées (automobiles aux smartphones) et elle se positionne comme premier marché quantitatif à l'importation comme à l'exportation. Sa capture des marchés lui assure une première place d'exportateur justement au moment où les États-Unis cumulent les déficits extérieurs, l'excédent chinois dégagé avec les États-Unis a augmenté de 10 % en 2017, atteignant 276 milliards de dollars (226,3 milliards d'euros), son plus haut niveau des dix dernières années.

Le déclin relatif des États-Unis trouve dans la montée en puissance de la Chine une explication naturelle commode et c'est dans l'excès mais assez calé sur le ressenti de l'opinion publique américaine que Donald Trump pourra évoquer que les emplois sidérurgiques perdus sont ceux que la Chine a volés et il pourra accuser la responsabilité de la sous-évaluation du yuan dans les déficits sans prendre en compte les responsabilités américaines (déficit accru même quand le yuan se réévaluait).

– Pour ceux qui aiment les projections : l'affrontement paraît tout aussi inévitable. Quand les États-Unis ont su faire éclore les GAFA et multiplié les data Center c'était pour eux une façon de « capturer les esprits » (Y Études). Or le paysage des NTIC place désormais la Chine parmi les leaders. En termes de croissance des investissements technologiques, la Chine occupe le 1<sup>er</sup> rang de 2010 à 2016. Les Gafa et les NATX ont trouvé à qui parler avec les BATX (Alibaba, Baidu, Tencent, Xiaomi), et les palmarès intègrent ces entreprises profitant d'un protectionnisme sur le marché chinois (770 M de personnes connectées à Internet dont 97 % via leur téléphone) de l'esprit conciliant des autorités (déplafonnement des paiements mobiles peu de corsetage au nom de la défense des données privées) et d'une diversification réussie. Jack Mack cofondateur en 1999 du groupe Alibaba en prenant une semi-retraite en 2018 à 54 ans annonce non pas la fin d'une ère, « mais le début d'une ère », Le groupe est devenu un major de l'internet présent non seulement dans le commerce en ligne, les services de paiement électronique Alipay mais aussi dans l'informatique en nuage ainsi que dans les divertissements et les médias, apparaissant aujourd'hui comme un mélange – et un concurrent – des géants technologiques américains Amazon, eBay et Google. Huawei concurrent de Apple et Samsung conquiert le marché africain et refait son handicap initial.

– Pour les adeptes de la sinodépendance du monde : il suffit d'évoquer le boom de l'acier, (127MT en 2000 et 808 en 2016 pour 78,5 pour les

États-Unis) de l'automobile (30 % de la production mondiale en ayant supplanté les États-Unis dès 2009) ou l'irruption dans l'aéronautique (premier vol du C919 en 2017) pour annoncer des lendemains de tensions sino-américaines. Encore plus spectaculaire et agressive, la vision d'une Chine qui s'affirme face à la Nasa et à l'Agence spatiale européenne (ESA) comme une grande puissance aérospatiale. Baidu en 2020 concurrencera le GPS états-unien avec un support de 35 satellites et en 2016 la Chine a confirmé ses nouvelles ambitions en lançant le premier satellite mondial à communication quantique qui permet de transférer l'information instantanément et de façon sécurisée épaulée par le premier supercalculateur du monde. Les hiérarchies sont bousculées, les rivalités sont exaspérées car la frontière technologique avait toujours été préservée par les Américains. Le plan «*made in China 2025*» entend faire de la Chine un centre mondial des technologies. Leader en 2020, la Chine comptera 200 millions de chercheurs soit autant que la population active américaine! Le constat semble sans appel!

### C. La superposition de rivalités de toutes natures jusqu'à des luttes d'influence par le recours à des *soft power* conquérants

Les rivalités se déploient sur de nombreux fronts. Le catalogue inventorié par S. Collin est des plus évocateurs : « Au début des années 2010, la liste des points de tension et de désaccord entre la Chine et les États-Unis était longue : droits de l'homme, Tibet, déséquilibre commercial, propriété intellectuelle, espionnage technologique, cyberattaques, liberté de circulation maritime et aérienne dans les mers de Chine, ventes d'armes américaines à Taïwan ou encore modernisation militaire de la Chine. À cela s'ajoutent aujourd'hui quelques grands dossiers internationaux vis-à-vis desquels les deux pays affichent certaines divergences : la lutte contre le réchauffement climatique, la question nucléaire nord-coréenne, ainsi que la situation en Syrie et plus globalement la situation géopolitique dans le monde arabe. (...) On distinguera donc :

– *Des rivalités commerciales* : Peter Navarro, l'auteur de *Death by China* (« La Mort par la Chine », 2011, non traduit), mandaté par Washington le 4 mai 2018, a demandé une baisse de pas moins de 200 milliards de dollars (environ 169 milliards d'euros) de l'excédent commercial chinois vis-à-vis des États-Unis d'ici à 2020... l'actualité a tranché : taxes appliquées par Donald Trump sur l'acier importé à 25 % et l'aluminium à 10 % avec pour motif la sécurité nationale soit 34 mds de \$ impactés. La surenchère est à la manœuvre puisque ce sont 250 milliards de produits chinois importés aux États-Unis qui pourraient désormais être touchés, dès août 2018 et plus de 400 dès septembre 2018. La Chine a dénoncé ces dérives parlant de « comportement irrationnel et d'hégémonisme commercial » non sans répliquer par des taxes de même ampleur sur des produits américains. Façon donc de clore le discours de G. Bush qui en 2009 avait indiqué que son pays « accueillait favorablement l'émergence d'une Chine forte pacifique et prospère ». Il y a toujours eu au Congrès des majorités pour interpellier le dumping social monétaire chinois, la mauvaise qualité des produits et ignorer que le « *lower price every day* » de Walmart n'était possible que par des importations massives en provenance de Chine.

– *Des rivalités technologiques militaires* : la destruction, le 11 janvier 2007, d'un satellite météorologique par un missile chinois, est comprise

à Washington comme une mise en garde au moment même où la Maison Blanche est affaiblie. Elle est aussi interprétée comme le franchissement par l'armée chinoise d'un seuil important dans sa capacité à neutraliser l'avantage technologique des États-Unis en cas de confrontation sur Taïwan.

– *Des rivalités technologiques civiles* : même si la Chine est toujours au banc des accusés pour copie et contournement, les législations sur les brevets, les achats de Hummer par Sichuan Tengzhong heavy industrial machinery ou l'acquisition de personal computing de IBM en 2005 par Lenovo donnent l'impression aux Américains que l'avenir industriel des États-Unis se situait... à Pékin. La propriété intellectuelle devient facteur d'affrontement : sur 36 États qui figurent dans le rapport pour le special 301 au banc des accusés 12 sont considérés comme des « États voyous » dont la Chine.

– *Des rivalités monétaires* : paradoxalement le yuan est peu présent dans les liquidités internationales (moins de 4 % car le dollar reste maître des transactions et évaluations) mais il hante les autorités américaines par sa sous-évaluation, par des accords de swaps que la Chine multiplie, par les lignes de crédits en yuans que préfèrent des pays hostiles aux États-Unis comme le Venezuela, par les facilités de prêts qui l'accompagnent en Afrique... Quelles que soient les marques de bonne volonté de la Chine pour normaliser la situation du yuan comme monnaie internationale moins politique, les États-Unis regimbent. *A fortiori*, lorsqu'en juin 2018 le yuan se déprécie de 3 % par rapport au dollar, certains y voient la « main invisible de l'État chinois » qui indirectement compense les taxes américaines... avec risque il et vrai de volatilité.

– *Des rivalités dans le soft power* car la voix de l'Amérique est moins entendue face au instituts Confucius, (516 dans 142 pays en 2017). La Radio chine international diffuse largement ou l'agence de presse Xinhua sur les pays anglophones parvient à concurrencer la firme en pôle position CNN. On va plus loin, d'une diplomatie des ursidés (dite du panda) qui avait conduit en 1972 à offrir un couple de pandas à Richard Nixon pour officialiser la normalisation des relations ou pour jeter un sort (tous les récipiendaires comme Nixon Heath ou Tanaka ont perdu le pouvoir peu de temps après réception des pandas!)

– *Des rivalités tous azimuts* jusque dans le domaine du réchauffement climatique où le premier et le deuxième pollueur et émetteur de gaz à effet de serre qui avaient traîné les pieds à Copenhague, anticipé ensemble la Cop21, se trouvent frontalement opposés quand Donald Trump ne valide pas l'accord de Paris et synthétise le problème du réchauffement climatique comme un complot chinois alors que pour Liu Zhenmin, ministre chinois des affaires étrangères chinois « En tant que plus grande économie développée du monde, le soutien des États-Unis est essentiel ».

– *Des rivalités indirectes* : le problème de Taïwan fait surgir souvent des rivalités indirectes comme lorsque la Chine exige des compagnies aériennes privées, qu'elles cessent d'indiquer Taïwan comme un pays individuel sur leurs billets sous peine d'un boycott des consommateurs chinois. Réponse immédiate de l'administration Trump « une aberration orwellienne révélatrice d'une propension croissante du Parti communiste chinois à imposer ses vues politiques sur les citoyens américains et les compagnies privées ». Sur Weibo, le Twitter chinois, sous contrôle étroit de la censure, les internautes chinois ont riposté en appelant à l'indépendance d'Hawaï ou de l'Alaska.

– *Des Rivalités stratégiques* : dans la nouvelle ère inaugurée par le président chinois, Xi Jinping, en octobre 2017, Pékin compte bien récolter les fruits géopolitiques de sa position dominante dans le commerce mondial. À l'inverse, Donald Trump espère, lui, monnayer l'hyperpuissance militaire de son pays – quitte à faire payer ceux qui hébergent des bases américaines. Ces objectifs sont rarement convergents et difficile de ne pas voir dans la guerre commerciale un affrontement plus large entre deux prétendants à un leadership mondial.

## II. Le face-à-face devient de plus en plus un affrontement direct sur des territoires, sur des richesses potentielles, sur des enjeux d'un NOI (Nouvel Ordre International)

### A. Des affrontements sur des territoires de proximité

En Asie la Chine essaie de rompre « l'encerclement stratégique » qu'elle croit être la logique des interventions américaines et en Amérique Latine – le backyard latino américain – elle déverrouille « la diplomatie du dollar ».

– Les Philippines deviennent un partenaire courtoisé par la Chine : cette ancienne colonie américaine a toujours été en Asie Pacifique une base d'appui des EU. Désormais alliance rime avec prise de distance. Avec le président Duterte la Chine est parvenue à avancer ses pions. Alors que les États-Unis restitue 3 cloches volées à l'Église de Balangiga... et que – plus significatif – des manœuvres militaires (Balikatan c'est-à-dire « épaulé contre épaulé ») se déroulent sur le sol philippin, depuis son élection en mai 2016 Rodrigo Duterte prend ses malgré un traité de défense mutuelle depuis 1951. C'est pour mieux se tourner vers Moscou et Pékin (avec qui Manille entretient pourtant un contentieux territorial en mer de Chine méridionale). La semi volte-face philippine n'est pas fortuite. M. Duterte n'a guère goûté les critiques qu'il a essuyées il y a quelques mois de la part de Barack Obama à propos de la guerre quotidienne livrée aux trafiquants de drogue (plus de 7 000 morts) et des droits de l'Homme.

– La Mer de Chine crispe les positions des deux puissances. Donald Trump s'est proposé d'être médiateur dans le contentieux Vietnam/Chine mais la Chine a donné une fin de non-recevoir. La Chine a affirmé haut et fort devant James Mattis secrétaire d'État à la défense des États-Unis « qu'elle n'abandonnerait pas un pouce de ses territoires historiques » et la liberté de navigation que prétend défendre Donald Trump n'est pas un visa pour des rééquilibres territoriaux de la Chine avec des puissances riveraines. Le détroit de Taïwan porte encore les stigmates des tensions américano-chinoises sur la 23<sup>e</sup> province chinoise : déjà en 1958-1959, Foster Dulles avait parlé de « riposte massive » devant les visées chinoises... et en 2005 la Chine avait édicté une loi antisécession prévoyant l'utilisation de « moyens non pacifiques », doux euphémisme pour contraindre Taiwan à ne pas emprunter les chemins de l'indépendance.

– En Amérique Latine, arrière-cour américaine, les Chinois sont de plus en plus présents. Ils viennent d'installer une centrale électrique à Cochabamba en Bolivie, et sont aux aguets pour les ressources en lithium (la Chine produit la moitié des véhicules électriques mondiaux). La Chine est maintenant le principal partenaire commercial des trois des plus grandes économies d'Amérique du Sud : le Brésil, le Chili et le Pérou. Ces pays exportent principalement des matières premières vers la Chine telles que le cuivre, le

minéral, le fer, l'huile et le soja. La Chine accorde également à ces pays un crédit quasi illimité pour l'importation de marchandises chinoises, ce qui pour l'Argentine en temps de crise majeure est un atout risqué mais immédiat. Quand l'Alliance Pacifique se met en place, le tropisme vis-à-vis de la Chine, du Chili ou de l'Équateur rompt avec la logique continentale méridienne classique et rencontre les nostalgies de la « diplomatie du méridien » des États-Unis.

### B. Des confrontations potentielles sur des espaces riches de promesses

– L'Afrique résume à elle seule les ambitions croisées des États-Unis et de la Chine. Les États-Unis ont délégué à des pays européens comme la France le soin d'être gendarmes dans cette partie du monde. Mais 3 facteurs ont contribué à leur retour : le pactole pétrolier et plus généralement le coffret de matières premières que représente le continent africain. Pour se dégager du Moyen-Orient quoi de plus naturel que d'investir dans le Golfe de Guinée ou dans les riches potentiels miniers de l'Afrique australe. Pour contrer le terrorisme naissant dans l'arc de crise du Sahel, l'intervention américaine paraissait de rigueur du moins en déléguant à des pays alliés comme la France mandatée au Mali ou en République centrafricaine comme hier au Katanga. Enfin pour accompagner la renaissance africaine et en tirer des dividendes, les États-Unis se sont rapprochés par des accords de libre-échange (accords Agoa) ou même une aide (lutte contre le sida) autant philanthropique que mercantile. Cette démarche rencontre frontalement une tentation hégémonique plus que néocoloniale chinoise (pas d'administration de territoire par la Chine). Les Chinois et leurs 10 000 entreprises en Afrique affichent leurs ambitions. Ils participent à l'essor des NTIC via Huawei et ont une influence décisive au Kenya et en Tanzanie sur les réseaux militaires. Ils financent des lignes de crédit au risque d'un surendettement des pays (6 pays africains sont surendettés en 2018) et 2 ont fait défaut (Mozambique et Congo Brazzaville). La Chine veut se rapprocher des méthodes de club de Paris, la conditionnalité démocratique en moins ! La Chine devient un fournisseur d'armements majeur en Angola, en Éthiopie et au Soudan. La diaspora chinoise s'accroît (plus de 1 million de ressortissants) et la contrepartie de cette intervention chinoise est des plus claires : seul un pays reconnaît encore Taiwan au dernier forum sino-africain de 53 participants africains (le Swaziland) preuve du recul de l'influence américaine.

– L'espace aérien devient aussi une zone de confrontation. Si Donald Trump a réactivé le projet de G. W. Bush de se poser sur Mars, les Chinois ne sont pas en reste en faisant de la maîtrise de la lune un objectif plus proche que l'on ne l'imagine. La Chine y déploie un intérêt pour la face cachée lunaire, en envoyant un robot fin 2018 dans le bassin Pôle sud aïtken pour y collecter des échantillons et les ramener sur Terre et « change 5 » en 2019. La Chine investit des milliards d'euros dans son programme spatial, coordonné par l'armée. Le pays espère avoir une station spatiale habitée d'ici à 2022, alunir régulièrement et envoyer à terme des humains sur la Lune. La nouvelle frontière spatiale est-elle désormais chinoise ?

– Le cyberspace n'échappe pas aux convoitises. Pour *Foreign affairs* dans sa livraison de septembre-octobre 2018, le Net vit la fin de la domination américaine. C'est en Asie, « que [son] avenir est le plus susceptible d'être écrit car les deux premiers marchés se trouvent en effet sur ce

continent : la Chine avec près de 780 millions d'internautes et l'Inde avec plus de 480 millions ». C'est la Chine qui apparaît comme la cyberpuissance capable d'imposer sa loi. Non seulement la deuxième puissance économique mondiale conteste le monopole des géants américains de la Silicon Valley, en favorisant des champions nationaux – comme Baidu moteur de recherche national, Alibaba géant du e-commerce et Tencent créateur du réseau social Wechat et Xiaomi fabricant de portables N° 1 sur le marché indien –, mais elle revendique un autre modèle de gouvernance, moins décentralisé, plus autoritaire, plus impérieux dans sa volonté de contrôler le Net. L'utopie des pionniers, celle du *World Wide Web*, a laissé la place au « *World War Web* » sino-américain. Si on analyse les budgets militaires de la Chine, force est de constater que leurs prétentions dépassent le cadre régional. Selon le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), les dépenses militaires chinoises représenteraient plus de quatre fois celles de l'ensemble des pays voisins de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Association of Southeast Asian Nations – Asean). Elles seraient même supérieures aux dépenses militaires combinées du Japon, de l'Inde et de la Corée du Sud !

### C. Des confrontations au niveau de l'influence culturelle et du *soft power*

– Non que les États-Unis soient rétrogradés dans ce domaine, mais du moins la Chine fait-elle son entrée. *China daily* livre des informations formatées au même titre que le *Quotidien du peuple* qui ne se contente pas d'une diffusion nationale. La *Radio chine internationale* offre à 160 pays et en 53 langues un « traitement » de l'information. La Chine a bien compris que les discours valent les armes les plus sophistiquées. Depuis la remise en cause par Donald Trump du traité de partenariat pacifique, la Chine offre une alternative « désintéressée », le RCEP partenariat économique régional global. Le plaidoyer de Xi Jinping à Davos en janvier 2018 a valeur de message fédérateur à l'heure où le protectionnisme de Donald Trump démantèle un à un les acquis d'une gouvernance mondiale. La Chine devient un recours surtout en mettant en place des programmes pharaoniques comme les routes de la soie, qui vendent une mondialisation des biens sous couvert de mondialiser les liens.

– Les routes de la soie combinent toute cette complexité des influences recherchées par la Chine. Il n'est pas fortuit de voir que les Instituts Confucius longeant les routes de la soie et complétant par la capture des esprits, la captation des marchés, 135 Instituts Confucius établis dans 51 pays le long de « la Ceinture et la Route ». L'échec de beaucoup de tentatives relève autant de l'économique que du culturel c'est-à-dire de la résistance des pays d'accueil à voir le dragon chinois s'emparer de richesses fusse par le deal infrastructures contre minerais ou énergie. Ainsi la suspension en Malaisie d'un investissement chinois de 23 mds de \$ au prétexte que ce chantier aurait des liens avec le scandale financier du fonds IMDB (IMalaysia development Berhad). D'après la société américaine de conseil RWR advisory Group ce sont 234 projets chinois soit 14 % des chantiers recensés qui feraient l'objet de polémiques, manque de transparence, fiabilité des travaux, financement, contreparties et absence de prise en compte des populations locales... ce réquisitoire est à la mesure de la clairvoyance de certains acteurs dans la volonté de la Chine par les routes de la soie de dicter de nouvelles règles économiques militaires et sécuritaires au monde.

– En matière de *soft power* la stratégie ne peut qu'être à long terme. Guo Bai directeur du Digital Belt and road fait remarquer qu'elle s'inscrit dans le jeu de go (wei qi) populaire en Chine et explicité par H. Kissinger: composer avec l'adversaire en se positionnant sur les places vacantes sans possibilité de conflits ouverts. À la fin de la partie il est difficile de discerner le véritable vainqueur... l'immense influence culturelle américaine à l'international n'est pas remise en question par la Chine mais les investissements en capital dans les BATX lui permette de relever le défi culturel et de préparer un hégémon... (les NTIC représentent déjà 7 % du PIB chinois).

Ce maillage d'influences et de rivalités invite donc à s'interroger sur le sens à donner à l'exercice de la puissance « des 2 Titans » (J. Mearsheimer) représentant près de 40 % de l'économie mondiale.

### III. Deux tentations impériales à la croisée des chemins et qui croisent le fer

#### A. La tentation est forte de vouloir acter un G2 ou un condominium

– Puissance responsable, la Chine attendrait son heure et se contenterait de suppléer les États-Unis dans une complémentarité efficace. C'est ce que croyaient les Américains à l'époque de G. Bush d'une multipolarité où les États-Unis restaient seule puissance globale de l'avis même des experts chinois. Ainsi pendant la crise asiatique de 1997 la Chine ne jouant pas sur la dévaluation du yuan avait pondéré la crise ce que ne pouvait faire le Japon et le yen englué dans une récession déflationniste depuis la fin des années 80 et des rancœurs liées au boom Heisei. De même en appuyant la création d'un G20 en 2009, la Chine met ses réserves au service d'une recréabilisation du système financier mondial. Enfin, en entrant dans les processus de pacification en Afrique (devancée par l'Inde), de l'ONU ou, dans la sécurisation de la zone de piraterie somalienne, la Chine devient un élément pondérateur au chevet d'une gouvernance malade. En 2004, elle va même jusqu'à proposer un moratoire en mer de Chine pour faire du commerce le pacificateur des conflits potentiels territoriaux. On était même en droit de se demander si en abandonnant son Tiers-mondisme militant elle n'allait pas plutôt rejoindre le groupe du G8 plutôt que de rester fidèle au groupe des 77! La complémentarité États-Unis/Chine n'est-elle pas structurellement installée avec le financement de la dette américaine, avec l'accélération de IDE chinois aux États-Unis (109 mds de \$ cumulés dont 45,6 la seule année 2016) avec les chaînes de production de Apple à moindre coût en Chine... (un cinquième de son CA en Chine). Avec B. Obama le réalisme de la politique étrangère a débouché sur un « smart power », la claire reconnaissance du fait que les États-Unis avaient perdu ou plutôt ne pouvaient assumer leur rôle de shérif du monde. Le « *leading from behind* » ou la politique minimaliste étrangère de B. Obama traduisent une inflexion par rapport à 1991 où la superpuissance américaine est à son acmé. L'option partenariat s'est substituée à l'impératif d'hégémonie.

– Concomitamment la Chine de puissance régionale responsable a semblé vouloir gravir les échelons qui la conduiraient à être une grande puissance « forte de ses propres caractères » selon Xi Jinping. En 2035-2049 (centenaire de la proclamation de la République populaire de Chine) une « Chine moderne prospère et forte » se sera hissée au « premier rang du monde ». La feuille de route est assez simple: progresser dans la légitimité

internationale par des réalisations concrètes fédératrices innovantes, un engagement militaire mondial moins sélectif et relayer une gouvernance à l'américaine défailtante. Ainsi la BAII (banque asiatique d'investissement dans les infrastructures) a été rapidement capitalisée, proposée et acceptée à des partenaires comme la Grande-Bretagne et elle constitue clairement une volonté politique de la Chine de contrebalancer les institutions du FMI et de la banque mondiale. À l'exception des États-Unis, les grands pays y ont adhéré et le maillage de la planète par des infrastructures maritimes et terrestres connues sous le nom de OBOR *one belt one road* a pu se poursuivre pour quelque 100 mds de \$ par an. Les États-Unis parlent d'« OPA chinoise sur le monde » d'autant plus que même les Japonais n'ont pas attaqué la BAII qui rentrerait dans une logique de coopération plus que de concurrence avec la BAD (banque asiatique de développement) présidée par le Japon.

– Le refus de dévaluer le yuan (qui n'empêche pas des corrections) est recentré sur des objectifs internationaux pour faire de cette devise une monnaie internationale comme les autres, crédible avec des accords de swaps avec des pays peu enclins à utiliser le dollar (Venezuela par exemple Argentine) ou même auprès de banques européennes. Moins politique, le yuan suit plus les fluctuations des marchés comme la monnaie dominante le dollar (encore plus de 65 % des transactions) et la Chine poursuit ses acquisitions de bons du trésor américains au travers de ses 3500 mds de \$ de liquidités de réserve.

– La Chine peut donner des leçons de gouvernance en opposant au consensus de Washington le consensus de Pékin échappant aux seules lois du marché et plus proche des intérêts immédiats des PED. Si le consensus libéral de Washington égraine des mesures drastiques (dix préceptes qui résument ce paradigme : discipline budgétaire, bonnes priorités dans les dépenses publiques (infrastructure, éducation), réformes fiscales, libéralisation financière, taux de changes compétitifs, libéralisation commerciale, ouverture aux investissements étrangers, privatisation des entreprises publiques, déréglementation, protection des droits de propriété) le consensus de Pékin titre d'un ouvrage paru aux États-Unis d'ailleurs, et étalonnant la progression du modèle chinois. Pour F. Lenglet « Exit la privatisation, la libéralisation, la démocratie, valeurs que les États-Unis ont promues, non sans morgue, pendant des décennies. Bienvenue à l'autoritarisme, à l'étatisme, au protectionnisme, qui ont fait la fortune de la Chine, dont la trajectoire éblouissante signe le divorce entre la croissance et la liberté. Il n'y a pas que les écrans plats et les jouets qui sont "made in China", la doctrine l'est tout autant : si les idées économiques ont une influence proportionnelle au taux de croissance qu'elles délivrent, alors nous n'avons pas fini d'entendre parler du modèle chinois ».

Toutefois deux lectures s'opposent : la Chine se contente-t-elle de rénover une gouvernance ou se substitue-t-elle à une gouvernance néolibérale imposée par les États-Unis ? Tout paraît installer un affrontement potentiel États-Unis/Chine (ne parlons pas de 3<sup>e</sup> guerre mondiale éternelle rengaine de géopoliticiens en mal de sensationnel).

### **B. Au-delà des influences et rivalités s'installe un face-à-face tendu**

« L'Amérique d'abord, la Chine première ». Ces deux slogans sont peu conciliables.

– Pas de fauteuil pour 2 dans les combats internationaux. Lorsque la Chine a anticipé la Cop21 et attaqué frontalement les gaz à effet de serre, elle avait trouvé les États-Unis pour partager des engagements... Depuis Donald Trump les 2 discours sont irréconciliables. Donald Trump ayant d'ailleurs fait du réchauffement climatique un complot chinois contre les emplois américains. Désormais et ce n'est pas le moindre des paradoxes, la Chine devient à la fois un acteur du « air apocalypse » (les gradients de la pollution franchissent allègrement tous les seuils en Chine, 50 % des rivières polluées, Pékin avait 227 jours seulement d'air de bonne qualité en 2017) mais aussi un porte parole des énergies renouvelables, des parcs éoliens des villes écologiques (même si Dongtan est un échec). La Chine est un pays dont l'autoritarisme peut être utilisé pour interdire la circulation voire la production sidérurgique un certain temps s'il s'agit de préserver la qualité de l'air. De même, difficile d'imaginer un consensus sur le numérique puisque Pékin fait cavalier seul pour contrôler ses sites d'informations et créer une muraille numérique. « La défense par la Chine de la notion de cybersouveraineté – qui prône le respect de la souveraineté nationale dans le cyberspace et va à l'encontre de la libre circulation de l'information – est sans doute l'une des premières illustrations de la volonté chinoise d'influencer l'évolution de l'ordre mondial. » S. Colin.

– Comment ne pas également dire que les priorités ne sont peut-être porteuses d'un hypothétique partenariat pour les 2 pays. Les États-Unis tournent le dos à une gouvernance mondiale et font cavaliers seuls en détricotant la politique de B. Obama et les accords internationaux passés ; « Pour Donald Trump le multilatéralisme ce sont des lilliputiens qui veulent ligoter le Gulliver américain » (H. Védrine). Les Chinois ont également des priorités différentes : s'ils s'attachent à corriger les excès du modèle quantitativiste adopté et derrière « la société harmonieuse » et la disparition du hukou il y a une volonté de planifier une marche un peu plus crédible vers « une société développée et ses responsabilités ». La possibilité de Xi Jinping de prétendre à un mandat à vie et sa pensée érigée au rang de slogans à valeur constitutionnel le sont là pour sécuriser, stabiliser le régime et asseoir une influence plus pérenne et singulière. Certes selon la formule de F. Godement « la Chine veut s'approprier le monde mais ne pas l'administrer ». Donald Trump pourrait dire la même chose mais il y a une tradition des États-Unis gendarme du monde, nation responsable qui fixe le cap, « de nation qui voit plus haut que les autres » (Madeleine Allbright) qui ne peut du jour au lendemain être abandonnée. C'est ce qui fait dire que le post-américain est encore devant nous, que le XXI<sup>e</sup> peut être encore américain comme le XX<sup>e</sup> l'avait été pour H. Luce, et que le soft power militant américain a encore de beaux jours devant lui...

– Enfin la Chine ne surjoue-t-elle pas sa puissance économique et géopolitique. À la lecture de Domenach la Chine inquiète depuis des années. En parcourant Isabelle Attané elle est à bout de souffle avec des inégalités paroxysmales, une démographie qui plombe ses évolutions (d'ici 2050 son réservoir de main-d'œuvre perdrait 250 M d'actifs alors que dans le même temps le nombre de personnes âgées va doubler surpassant à lui seul la population européenne). Vieille avant d'être riche, le rêve de puissance émergente peut être écorné. Dans le même temps les États-Unis même si l'espérance de vie y baisse depuis 2 ans restent portés par une forte croissance à crédit et les bombes à retardement des crédits étudiants sont loin d'anticiper un retour à la case crise de 2008.

### C. Un partage du monde se dessine-t-il au-delà des rivalités ?

– Même si États-Unis et la Chine cohabitent dans l'Apec, ils s'emploient parfois à faire valoir de concert leurs thèses face au terrorisme. Il est peu probable que la situation actuelle milite en faveur d'un partage négocié de responsabilités. La période de convergence des années Bush n'est qu'un vague souvenir, chaque acteur voyant aujourd'hui l'influence de son homologue comme une entrave à ses projets. L'étonnante discrétion de la Chine dans l'évolution du dossier coréen est là pour montrer que les Chinois ont laissé faire, ont toléré la réinstallation de Kim Jong un dans une légitimité internationale juste pour, par la suite en bénéficier, dans de nouveaux accords avec la Corée, économiques et militaires et ainsi éviter ce que craint la Chine par-dessus tout : la réunification de la péninsule coréenne. De même, la discrétion de la Chine, le débat sur les sanctions à l'encontre de l'Iran ne s'explique que par la volonté de Pékin de préserver des livraisons de pétrole plus que de la volonté de proposer une alternative aux injonctions américaines. La volonté de Donald Trump de mener une bataille contre l'Union européenne dont il espère le démantèlement autant qu'un rôle d'allié plus sincère n'a pas interdit l'exacerbation des tensions Chine/États-Unis avec l'abandon du « pivot asiatique ». Le nombre de produits visés par des sanctions ne cesse de progresser et de se diversifier dans leur contenu.

– N'oublions jamais que Xi Jinping veut faire accéder la Chine au statut de grande puissance et désormais première puissance mondiale. Il ne s'agit pas pour lui de se contenter de progrès quantitatifs pour partager un leadership mais de s'affirmer pas ses propres moyens et avec une voie (x) différente. Sans en être aux tensions extrêmes de 2004 dans le détroit de Taïwan on ne peut nier que la mer de Chine cristallise toutes les rancœurs surtout quand Donald Trump se fait le défenseur contre les Chinois de l'avis de la Cour de Justice internationale sur les Rochers de Liancourt philippins. On peut raisonnablement penser que les États-Unis et la Chine ne vivent pas de la même façon les tentatives de Kabila de ne pas transmettre le pouvoir à son vainqueur légitime car la Chine a des contrats sur le cobalt et les matières premières qui peuvent difficilement lui faire défaut. Mais les évolutions sont rapides et surprenantes. « L'asymétrie dans les rapports de puissance et la prééminence des États-Unis restent dans un avenir prévisible des facteurs de stabilité car elles maintiennent la relation avec ce pays au sommet des préoccupations de politique étrangère et de sécurité de la RPC et la forcent quoiqu'elle dise ou laisse dire à brûler ses tentations belliqueuses en particulier face au Japon, à Taïwan ou en mer de Chine méridionale »... cette conclusion de J.-P. Cabestan qui date de octobre 2015, n'est-elle pas dépassée ?

– En effet l'actualité récente est marquée par une double évolution celle des États-Unis qui sont « sans boussole », multiplient des prises de position contradictoires conforme à ce que Donald Trump croit être une politique du deal (comparable à celle qui lui a permis de devenir un milliardaire) dont il sortirait toujours vainqueur. Les Chinois sont eux dans une phase critique où il va falloir donner un sens à leur puissance. On ne peut être première puissance exportatrice, en termes de PNB à Parité de Pouvoir d'achat, sans avoir des finalités claires à cette ascension économique. Le PCC doit se demander si la légitimité des résultats suffit par rapport à une légitimité historique et politique de parti libérateur qui commence à être contestée. Un nationalisme intransigeant et pointilleux comme celui de Xi Jinping peut

ne pas être la meilleure réponse. Mais quelles que soient les prétentions de la Chine et des États-Unis, on peut penser que les confrontations sont inévitables ; les rivalités sont et demeureront légions et les influences se feront dans un face-à-face plus qu'elles ne se combineront. L'attention apportée dans les 2 camps à la modernisation des armées par des budgets en expansion, des choix forts (marine pour la Chine pour se projeter, armée de l'espace pour Donald Trump pour gagner face aux Russes et Chinois la bataille du ciel) peuvent entraîner des affrontements. Le retour au système tributaire Ming peut susciter des retours dans le giron américain (alliances de revers) mais l'imprévisibilité de Donald Trump peut aussi jouer *a contrario* (annonce d'un déploiement de défense antimissiles en Corée du Sud tout en pactisant avec la Corée du Nord).

### Conclusion

L'analyse des rivalités et des influences de l'hyperpuissance en déclin américaine et de la superpuissance en devenir chinoise débouche sur une question synthétisant les évolutions. Les États-Unis ne sont-ils pas engagés dans une nouvelle politique de containment pour maintenir leur hégémonie et brider la Chine comme jadis l'URSS ? Pour Long Guiqiang économiste influent du conseil d'État : la « question d'une nouvelle guerre froide se pose ». La recrudescence des rivalités n'est-elle pas liée à l'aboutissement du « rêve chinois, "réjuvenation" de la nation selon la rhétorique officielle et de la grande renaissance nationale » ? au fait qu'abandonnant la réserve de Deng Xiao Ping (attendre son heure et dissimuler sa force), Xi Jinping a clairement affirmé que l'ambition de la Chine était d'être au premier rang mondial. Se découvrant, il exposait la Chine à ce nouveau discours américain. De toute façon, la Chine ne peut se contenter « de rêver d'être le propriétaire du monde sans avoir à l'administrer ? » F. Godement circonscrit les enjeux : la Chine pourra-t-elle longtemps refuser tout exercice d'une hégémonie en intervenir militairement au-delà de ses frontières et se contenter dans un monde chaotique d'une situation proche de celle des Royaumes combattants (V<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles avant J.-C.) où aucun ordre ne s'impose et où la Chine peut tracer sa route sans chercher à imposer un système. Ce « rêve chinois » est peut-être une façon zélée de se dérober mais jusqu'à quand ?